AFP, 13 septembre 2018

La tête de l'Etat "se coalise" pour "soutenir" Benalla, accuse Retailleau (LR)

Paris, 13 sept. 2018 (AFP) -

Le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau, a accusé jeudi l'exécutif et le gouvernement de "se coaliser" pour "soutenir" l'ex-chargé de mission Alexandre Benalla, et fait valoir que "le rôle du parlement est de contrôler l'exécutif".

"Qui est ce bagagiste, comme l'a dit M. Castaner (secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, NDLR), cette petite frappe, M. Benalla, pour qu'il puisse bénéficier du soutien de tout l'appareil d'État ?", a interrogé l'élu de Vendée sur RTL.

"On nous expliquait que c'était une dérive personnelle", a-t-il poursuivi en évoquant les agissements de M. Benalla, "et on voit tout l'appareil d'État, du président de la République à la Garde des Sceaux, à M. Griveaux (porte-parole du gouvernement, NDLR), se coaliser pour soutenir M. Benalla".

L'entourage du président du Sénat a confirmé des informations de presse selon lesquelles Gérard Larcher avait reçu mardi soir un appel du président de la République, mais sans en dévoiler la teneur.

Interrogé par l'AFP, l'Elysée s'est refusé pour sa part à commenter l'information de L'Obs, selon laquelle Emmanuel Macron aurait appelé Larcher pour se plaindre d'un déséquilibre institutionnel engendré par les travaux de la commission d'enquête du Sénat, sans la confirmer ni la démentir.

L entretien a porté entre autres sur la commission d'enquête sénatoriale et sur des sujets législatifs comme le projet de loi Elan sur le logement, a-t-on seulement précisé à la présidence du Sénat.

M. Retailleau a estimé dans cette affaire le Sénat fait "un travail sérieux", "dans la discrétion". "Ce qui rompt la discrétion c'est la déclaration des ministres", a-t-il taclé: "qu'est-ce qui donne de l'écho à cette affaire ? Ce n'est pas le Sénat, c'est le pouvoir. Expliquez-moi pourquoi la ministre Garde des Sceaux se transforme en avocate de M. Benalla", a-t-il insisté.

"Si quelqu'un doit calmer le jeu, ce n'est pas nous, c'est M. Benalla qui fait très fort dans l'insulte des représentants du peuple et qui, compte tenu de ses exploits, n'est pas très bien placé ni pour proférer des injures ni pour donner des leçons de morale", a jugé de son côté Jean-Pierre Sueur (PS), l'un des deux rapporteurs de la commission d'enquête qui doit entendre M. Benalla le 19 septembre.

La ministre de la Justice Nicole Belloubet avait assuré mercredi que personne n'était "dupe" de l'"instrumentalisation" politique de l'affaire Benalla, en se défendant d'être "l'avocate" de l'ancien chargé de mission de l'Élysée.

ggy-leb-jlp/cl/al

RTL GROUP

Phoca PDF